

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**Unité  
ouvrière**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2246 - 19 août 2011 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Le système est en faillite**

**Ce n'est pas  
aux travailleurs  
de payer la note**

**Le programme de Sarkozy et Merkel**

**L'austérité pour  
tout le continent**



## SOMMAIRE

### Leur société

- p. 4 ■ Maternités de proximité en péril
- Métiers ouverts aux étrangers en nette diminution
- Martinique: suicide en prison de Pierre Just Marny
- p. 5 ■ Sarkozy — Merkel prêchent l'austérité
- Crise de la dette et « euro-obligations »
- p. 9 ■ La mairie de Marseille et les autorités traquent les Roms
- Les expulsés de Montreuil manifestent
- p. 12 ■ Non aux heures supplémentaires, partage du travail entre tous !

### Dans le monde

- p. 6 — 7 ■ Espagne: JMJ et venue du pape
- Le Parti socialiste et l'Église
- Haïti: la sarabande des affairistes, grands et petits
- Somalie: les gouvernements aident les banquiers, pas les affamés
- Afghanistan: la liste des morts s'allonge
- Israël: la mobilisation continue

### Il y a 50 ans

- p. 8 ■ 13 août 1961, la construction du Mur de Berlin

### Dans les entreprises

- p. 10 ■ Total Petrochemicals — Carling (Moselle); ArcelorMittal — Lorraine; Thomé-Génot (Ardennes)
- p. 11 ■ Carsat Aquitaine — Bordeaux; Renault Douai; La Ronde des Fraîcheurs (Intermarché) — Agen

### Les militants de Lutte

#### Ouvrière à votre rencontre

- p. 12 ■ Les prochaines étapes

## • Crise du logement

# Il faut bloquer les loyers et réquisitionner les logements vacants !

**Répondant aux inquiétudes exprimées par les associations de secours aux sans-logis qui n'arrivent plus à faire face, Appar, secrétaire d'État au Logement, a eu le culot d'affirmer, jeudi 4 août, que le gouvernement veut des « habitations pérennes plutôt que d'enchaîner des nuits d'hôtel ».**

Le lendemain, 200 personnes dont une trentaine d'enfants étaient expulsées sans ménagement par la police des abris de fortune dans lesquels elles campaient, rue de la Banque, dans un quartier central de Paris. Les bâches de plastique ont été arrachées, des matelas et des sacs de couchage saisis. Certaines personnes ont trouvé refuge dans l'immeuble situé juste en face, que d'autres familles occupent depuis 2007 avec l'aide du DAL (Droit au logement), mais d'autres n'ont pu que crier leur indignation.

Voilà la seule réponse du gouvernement aux problèmes de logement des plus démunis. En 2006, lors de sa campagne présidentielle, Sarkozy déclarait: « Je veux d'ici deux ans que plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir. Parce

que le droit à l'hébergement, c'est une obligation humaine. » Cinq ans après, la situation n'a fait qu'empirer.

Non seulement la construction de logements sociaux est en panne, mais la flambée des loyers, l'augmentation du chômage, du travail précaire, du nombre de chômeurs en fin de droits, font que de plus en plus de personnes se retrouvent à la rue. Et, à part les discours et des lois votées mais non respectées, le gouvernement s'en désintéresse, sauf pour expulser et chasser la misère loin du centre des grandes villes.

Le budget du Samu social est

en baisse, passant de 110 millions d'euros à 90 millions cette année, alors que les besoins ne cessent de croître. 55 % des demandes d'hébergement d'urgence de ceux qui vivent dans la rue n'ont pas trouvé de solution, même précaire. Quant aux nuits en hôtel d'urgence, la demande a explosé: 7 500 en 2007, 9 200 en 2009, 12 400 aujourd'hui, alors qu'Apparu vient de décider de supprimer 4 500 places d'hôtel sous prétexte de leur substituer des logements pérennes... plus tard! Difficile d'être plus cynique.

Selon les données officielles elles-mêmes, il y aurait

actuellement dans le pays près de deux millions de logements vacants. De leur côté, les loyers ont augmenté de quelque 50 % en dix ans... à rapprocher des salaires qui, eux, ont stagné. Cela suffit à souligner les mesures d'urgence à prendre: le blocage immédiat de tous les loyers et la réquisition des logements vacants afin d'y loger, « de façon pérenne », comme dirait le ministre, et en attendant que la construction d'habitations satisfasse la demande, tous ceux qui cherchent désespérément un toit.

Claire DESPLANTES

## Le gouvernement puise dans le 1 % logement

À l'affût d'argent disponible, le gouvernement envisage de puiser, entre 2012 et 2014, 3,4 milliards d'euros dans les caisses d'Action logement, ce qui représenterait la remise en cause de la construction de quelque 70 000 logements sociaux.

Action logement est le nom qu'a pris le 1 % logement, organisme qui gère chaque année environ 4 milliards d'euros

provenant entre autres des cotisations patronales pour le financement du logement social — qui ne sont d'ailleurs plus de 1 %, et depuis longtemps.

Depuis 2009, l'État n'a jamais cessé d'y puiser, sous prétexte de financer des organismes de rénovation de l'habitat. Il procède ainsi à la transformation progressive d'Action logement en une caisse au service de l'État, dont

les fonds viendraient se fondre dans la masse du budget, pour alimenter des actions liées ou pas au logement.

Plus l'État se désengage de la construction de logements sociaux, plus il pioche dans les caisses du « 1 % logement », alimentées grâce au travail des salariés. Il n'y a aucune raison d'accepter ce tour de passe-passe.

Vincent GELAS

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: **Association de financement du parti Lutte Ouvrière**

en les envoyant à l'adresse suivante:  
LUTTE OUVRIÈRE BP 233  
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron — 6, rue Florian 93500 Pantin — Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 — Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. — Tirage: 14 000 exemplaires. Impression: Rotos 93 — 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone: 01 48 14 21 65. — Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Éditions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

### SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)

[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Lutte Ouvrière**  
l'hebdomadaire

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

**Lutte Ouvrière**  
multimédia  
(télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Lutte Ouvrière**  
audio

(version parlée de nos textes)  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

La lettre d'information  
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

### Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

### ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

## • Le système est en faillite

# Ce n'est pas aux travailleurs de payer la note

Pendant des mois, on nous a dit que la crise financière était due à la Grèce, petit État de l'Union européenne qui aurait mal géré ses comptes et accumulé une dette déraisonnable. Mais s'il en était ainsi, comment expliquer que les dirigeants européens, et en particulier ceux des pays les plus puissants et les plus riches, n'aient pas su trouver une solution rapide à un problème somme toute mineur ?

Aujourd'hui, devant le degré de folie atteint par la spéculation financière internationale, aucun parmi ces dirigeants n'ose plus recourir à cette prétendue explication, ni même à aucune explication du tout. Ils organisent réunion sur réunion, annonçant presque chaque jour avoir trouvé une solution, avant d'être démentis le lendemain et d'en chercher une autre le surlendemain. Car ceux que la presse appelle pudiquement les « marchés » et qui ne sont rien d'autre que les grands spéculateurs internationaux, c'est-à-dire les grandes banques et autres fonds d'investissement, ne spéculent plus seulement sur la dette de la Grèce. Après l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, ce sont l'Italie, les États-Unis et maintenant la France qui sont la cible de leurs jeux de poker.

Lorsqu'ils voient les Bourses baisser à la suite de ces spéculations, les dirigeants européens et notamment français interrompent leurs vacances, déclarent qu'ils vont tout faire pour rassurer les « marchés » et annoncent aussitôt de nouvelles mesures frappant les classes populaires. Mais en quoi les classes populaires ont-elles une quelconque responsabilité dans cette crise ?

Lorsque la crise financière a éclaté en 2008, se traduisant par une crise de confiance entre les banques, les États ont dégagé des centaines de milliards pour aider celles-ci, sous prétexte que c'était le seul moyen d'empêcher l'effondrement de l'économie. Mais pour cela ils se sont endettés et se retrouvent contraints d'emprunter... à ces mêmes banques qu'ils ont sauvées de la faillite. Et celles-ci en profitent, demandant des taux d'intérêt plus élevés, revendant les titres dont elles se méfient, mettant le couteau sous la gorge des États pour demander des garanties. Et les dirigeants des États s'exécutent.

En fait, s'il y a crise, c'est parce que les capitalistes, c'est-à-dire les gros industriels et les financiers en tout genre, n'ont plus confiance dans la capacité de leur système à leur rapporter du profit. Tous ces soi-disant « investisseurs », plutôt que d'investir dans la production de biens utiles à tous, sont à la recherche de ce qui rapporte le plus, et le plus vite possible. Cela peut aller de la spéculation sur le prix de matières premières comme le blé, le riz ou le maïs, quitte à affamer des populations entières, aux spéculations en Bourse, sur la dette des États ou sur n'importe quoi, à partir de « rumeurs » incontrôlables.

On nage dans l'absurdité, mais le pire est que ces gens-là sont ceux qui dirigent l'économie. Et si celle-ci devient folle, c'est parce qu'elle est dans les mains d'irresponsables qui n'agissent qu'en vue du profit à court terme et à qui les dirigeants des États obéissent. Il suffit d'une pression des milieux financiers pour que les gouvernements annoncent, dans l'urgence, de nouveaux plans d'austérité. Cela s'est passé en Grèce et en Espagne, en Irlande et au Portugal. C'est ce qu'a fait le gouvernement italien à la veille du 15 août. Et c'est maintenant ce que s'apprête à faire Sarkozy en France, annonçant des restrictions budgétaires qui s'ajouteront à toutes celles qui ont déjà touché l'enseignement, la santé et tous les services publics.

Après avoir vidé les caisses pour sauver le système financier, ces gouvernants ne savent rien inventer d'autre que de présenter encore et toujours la facture aux peuples, au prix d'une augmentation du chômage, de la pauvreté, et finalement d'un approfondissement de la crise.

Pour les travailleurs et pour toutes les classes populaires, il y a urgence à se défendre. Contre le chômage, il faut interdire les licenciements et répartir le travail entre tous sans perte de salaire. Pour défendre le pouvoir d'achat, il faut imposer l'indexation des salaires et des retraites. Et surtout les travailleurs et la population doivent prendre le contrôle de l'économie, en le retirant à ces capitalistes qui nous mènent à la catastrophe.

## • Chômeurs de plus de 50 ans

# Double peine

Alors que le chômage des plus de 50 ans ne cesse de progresser (près de 800 000 officiellement), plusieurs milliers d'entre eux vont perdre leur indemnisation du fait du report de l'âge de la retraite et des mesures d'austérité existantes.

Un quart des chômeurs inscrits à Pôle emploi depuis

plus d'un an ont plus de 50 ans. Nombre de ces chômeurs attendent d'atteindre l'âge légal de la retraite pour toucher l'indemnisation de l'assurance vieillesse. Or depuis le 1<sup>er</sup> juillet, pour tous les salariés nés après le 30 juin 1951, l'âge minimal de départ à la retraite a été repoussé de quatre mois. L'Unedic estime que près de

9 000 chômeurs vont devoir attendre en vivant sur les allocations chômage, mais que près de 1 500 auront épuisé leurs droits. En supposant que le chômage continue d'évoluer de la même manière, 27 000 personnes pourraient être concernées en 2012, dont 4 500 sans indemnisation. Mais qui dit que le chômage

ne va pas exploser avec la crise ?

À cette situation s'ajoutent les mesures d'austérité du gouvernement : 30 000 personnes n'ont pu bénéficier cette année de l'AER, l'allocation équivalente retraite, qui garantissait un minimum de 1 000 euros mensuels aux chômeurs ayant cotisé assez de trimestres.

Une des justifications du gouvernement pour reculer l'âge de la retraite était qu'il fallait permettre aux seniors de travailler. Les chiffres montrent que non seulement les entreprises ne les embauchent pas, mais qu'ils sont de plus en plus à se retrouver sans emploi et sans argent.

Hervé BOIDET

## • Santé

# Maternités de proximité en péril

Parti le 1<sup>er</sup> août à vélo de La Seyne-sur-Mer, le maire de cette commune, Marc Vuillemot, devait arriver le 17 août au ministère de la Santé, portant dans ses sacs plus de 20 000 signatures à une pétition exigeant le maintien du service de maternité dans l'hôpital public de sa ville. Avec son maillot jaune, il a mis sur le devant de la scène le scandale de santé publique que représente la suppression des maternités de proximité.

Comme de nombreuses autres maternités, celle de l'hôpital de La Seyne-sur-Mer est menacée de fermeture. En trois ans, une cinquantaine de maternités de proximité ont ainsi été fermées. Si on en comptait 584 sur l'ensemble du territoire au début de l'année 2008, elles sont aujourd'hui moins de 540. Et ce n'est pas sans péril.

En campagne, en montagne, l'éloignement de la maternité est source d'inquiétude pendant toute la durée de la grossesse et aussi d'un moindre suivi médical pour les femmes les plus en difficulté. Au moment de l'accouchement, c'est carrément l'insécurité car encore faut-il disposer d'un véhicule pour arriver à temps et les chiffres montrent qu'il n'est plus rare d'accoucher en voiture. Quant aux maternités restantes, qui doivent assurer un nombre de plus en plus important d'accouchements, mais sans moyens ni personnels supplémentaires, les conditions s'y dégradent. Des gynécologues dénoncent une augmentation du taux de césariennes, parallèle au nombre de maternités fermées. Des personnels s'alarment de la diminution des durées de

séjour, du nombre croissant de femmes qui quittent le service au deuxième jour et parallèlement du nombre de ré-hospitalisations de la mère ou de l'enfant dans la semaine qui suit la naissance. Tout cela dans un des pays les plus riches et médicalement les plus avancés de la planète...

Des dizaines de maternités sont dans le collimateur de la machine à faire des économies sur les services publics, sur tout ce qui est utile au public. À Carhaix, Decazeville, Saint-Affrique, la mobilisation de la population a permis le maintien de la maternité de proximité. À La Seyne, où la mobilisation a commencé en 2008, ce sera peut-être aussi le cas; mais c'est dans tout le pays qu'il faut stopper cette avalanche de fermetures.

Sophie GARGAN

## • Métiers ouverts aux étrangers

# La liste réduite de moitié

Le gouvernement vient de fixer la nouvelle liste de métiers ouverts aux étrangers non-resortissants de l'Union européenne. Cette liste de métiers dits « en tension » est réduite de moitié: ce ne sont plus trente mais quatorze professions qui peuvent désormais permettre d'obtenir des visas. Les métiers du bâtiment et de l'informatique (sauf les fonctions d'expert) sont les principaux secteurs visés par cette réduction.

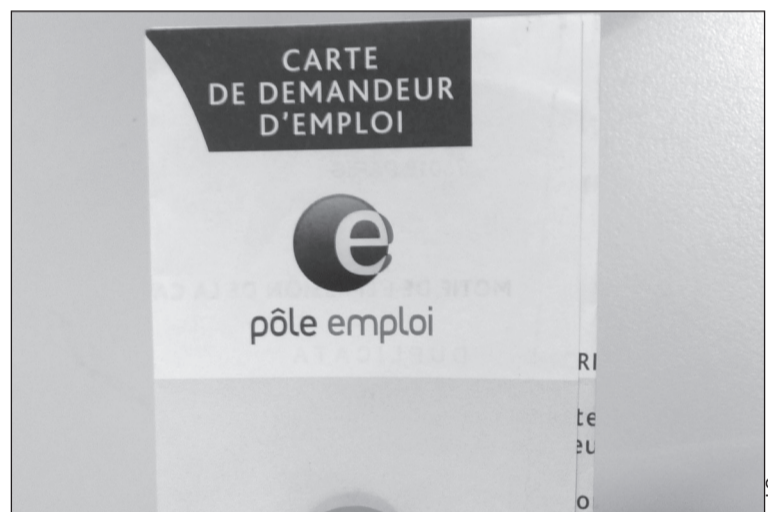
Si les syndicats et le Parti socialiste dénoncent à juste titre une opération politicienne, ce qui est notable est la réserve affichée par le Medef. La porte-parole des patrons, Laurence Parisot, a d'ailleurs su rappeler froidement au gouvernement, comme on le fait à son élève, que cette mesure n'est pas « le cœur du sujet » actuellement.

Empressés qu'ils sont de multiplier les gestes à l'égard de l'électorat de droite et

d'extrême droite, Sarkozy et Guéant se sont peut-être pris les pieds dans le tapis et en ont fait plus que ne leur demande le patronat. Celui-ci a en effet besoin d'une main-d'œuvre bon marché, corvéable à merci et sur laquelle il peut compter rapidement.

Mais le grand patronat n'est pas vraiment inquiet quant à la défense de ses intérêts par le gouvernement Sarkozy. Concernant cette liste des métiers ouverts aux étrangers, comme le déclare dans *L'Usine Nouvelle* un connaisseur, le président de la Fédération française du bâtiment: « En cas de reprise, il sera toujours temps de faire preuve de réactivité et de changer ce texte ». En attendant, ce sera autant de travailleurs à qui on aura refusé l'embauche, quitte peut-être à devoir travailler au noir.

B. V.



## • Pôle emploi

# Plus de chômeurs, moins d'espace

La direction de Pôle emploi a annoncé son intention de réduire de plusieurs mètres carrés la surface des espaces de travail de chacun de ses agents. De plus, dans chaque agence, le nombre de postes de travail sera inférieur au nombre d'agents, et donc il y aura encore moins de bureaux personnalisés, l'argument invoqué étant que le taux de présence n'est jamais égal à 100%.

Depuis la fusion de l'ANPE et des Assedic, les effectifs de Pôle emploi ont été notablement réduits, si bien que la charge de travail a considérablement augmenté, puisque chaque agent doit aujourd'hui suivre une centaine de demandeurs d'emploi au lieu des soixante prévus au moment de la fusion. Désormais, la direction réduit

l'espace sans doute afin de faire de nouvelles économies sur les frais de fonctionnement.

Cette décision va dans le sens des déclarations faites par le directeur général, Christian Charpy, au moment de la grève des agents en juin dernier, lorsqu'il indiquait que « sauf si la situation s'aggrave considérablement » les effectifs de Pôle emploi ne seraient pas augmentés. Mais justement, la situation s'aggrave et les effectifs n'augmentent pas tandis que les conditions de travail se dégradent.

L'amélioration du suivi des demandeurs d'emploi et leur « retour à l'emploi » n'est visiblement pas la priorité gouvernementale.

D. M.

## • Martinique

# Suicide en prison de Pierre Just Marny

# Un homme qui fut un symbole

**Pierre Just Marny, le plus vieux prisonnier de l'État français, s'est suicidé le 7 août dans sa prison à Ducos, en Martinique, après 48 ans de détention.**

L'affaire a ému l'opinion publique de Martinique et de Guadeloupe. D'abord parce que tout le monde estime que Marny avait largement payé pour ses crimes; ensuite parce que « l'affaire Marny » qui remonte aux années soixante avait secoué en son temps la Martinique et reste encore dans les mémoires.

PJ Marny, « la Panthère noire », comme la population l'avait surnommé, en raison de son agilité, fut condamné en 1963 à quatre ans de prison pour vols, dont deux avec sursis. Sorti de prison, il partit à la recherche de ses anciens complices qu'il accusait de l'avoir dénoncé et d'avoir gardé sa part du butin. Au cours de cette recherche, il organisa un braquage qui fit trois morts, dont un enfant de deux ans tué accidentellement.

Marny fut arrêté le 8 septembre 1965. Quelques semaines plus tard il s'échappa

de la prison de Fort-de-France. Pendant sa cavale, il défia les gendarmes et la police. Repris, il reçut plusieurs balles au poumon et à l'abdomen.

Son défi apparut comme un geste héroïque auprès de la jeunesse pauvre des quartiers de Fort-de-France, dont Marny était issu. Trois jours d'émeutes violentes suivirent son arrestation. Il faut rappeler que l'on était en pleine période coloniale, que quatre ans avant, les gendarmes avaient tué plusieurs grévistes de l'usine du Lamentin, qu'en 1959, ils avaient tué trois jeunes au cours d'une émeute. Le fait que les forces de répression blanches s'opposaient à de jeunes Noirs des quartiers, avec un racisme et une violence inouïs expliquait pourquoi Marny fut, malgré ses méfaits, soutenu par la population noire pauvre.

Le 27 septembre 1969, il fut condamné à la prison à vie. Il fut interné en unité psychiatrique pendant 32 ans. On finit par satisfaire sa demande de rentrer en Martinique à la prison de Ducos en... 2008, où il fit son entrée sous les acclamations de tous les détenus. Mais pour obtenir sa libération, on

lui demandait de revenir en France afin de passer devant une commission médicale. Il refusa car il avait déjà été examiné en 2007 et n'avait plus confiance dans les maintes promesses non tenues de l'administration judiciaire, préférant se donner la mort le 7 août dernier dans sa cellule.

Jeune Noir, pauvre et illettré, Pierre Just Marny était à sa façon révolté contre la société coloniale, raciste, pourvoyeuse d'inégalité et de misère, une révolte qui s'était traduite chez lui par la délinquance et la violence criminelle.

La justice est rendue au nom du peuple, dit-on. Mais un vrai tribunal du peuple martiniquais aurait, pour sûr, libéré Marny depuis longtemps. C'est un fait que dans la mémoire collective du peuple de Martinique et de Guadeloupe, Marny est plus une victime qu'un coupable. Les chansons populaires, les « gwo ka », l'histoire de la « panthère noire » relatant les événements de 1965, s'ils ne font pas de lui un héros, n'en condamnent pas moins la justice et la répression coloniales.

Pierre JEAN-CHRISTOPHE

### • Sarkozy - Merkel

# D'accord pour prêcher l'austérité à tout le continent

**La rencontre entre Angela Merkel et Sarkozy, à Paris le 16 août, était censée répondre à la crise qui a secoué pendant plus d'une semaine les places boursières, et en particulier celles de la zone euro. Mais si elle a confirmé quelque chose, c'est l'impuissance des gouvernements face à la crise financière, y compris les gouvernements des deux économies les plus fortes, la France et l'Allemagne, qui prétendent donner le la dans l'Union européenne.**

Merkel et Sarkozy se sont donné la main pour pouvoir montrer que, face à la crise, les deux gouvernements parlent d'une même voix. Mais pour dire quoi? Du sommet sont sorties quelques pétitions de principe: il faudrait un gouvernement économique de la zone euro pour sauver sa monnaie; insérer dans l'agenda du G 20 la discussion d'une taxe sur les transactions financières, vieux serpent de mer qui émerge régulièrement; enfin l'introduction de la fameuse «règle

d'or» chère à Sarkozy dans les constitutions des 17 pays de la zone euro. Ceux-ci s'engageraient ainsi à n'adopter, quoi qu'il arrive, que des budgets en équilibre.

Tout cela n'est que de la poudre aux yeux. Le «gouvernement économique» de la zone euro qui se réunirait tous les six mois n'aurait évidemment aucun pouvoir. Renvoyer la taxe sur les transactions financières au G 20 signifie surtout qu'aucun des deux gouvernements n'en prendra

l'initiative et, à supposer même qu'elle soit adoptée un jour, chacun sait que le montant ridicule évoqué de 0,5% ne dissuadera aucun spéculateur.

Quant à la «règle d'or» émanant de deux gouvernements qui ont été les premiers à creuser le déficit de leurs budgets en débloquant des centaines de milliards d'aides aux banques, que peut-elle signifier? Il est vrai qu'en la renvoyant à une adoption par les 17 constitutions des pays de la zone euro, Sarkozy et Merkel ne risquent pas d'y être contraints de sitôt. En revanche ils se donnent le moyen de continuer à en parler et de se donner ainsi une image de rigueur à bon compte, ce qui après tout est le but principal, électoraliste et politicien, de l'opération.

Au passage, Sarkozy a

accepté d'écarter l'hypothèse de l'émission par la banque centrale européenne d'«euro-obligations», ce qui aurait été un moyen de mutualiser la dette publique des pays de la zone, mais à laquelle les dirigeants allemands sont opposés car cela signifierait que l'Allemagne accepte d'assumer une partie de la dette des pays financièrement plus fragiles, y compris la France.

Ainsi il ne reste de ce sommet qu'une leçon de morale où, face à la crise boursière, Merkel et Sarkozy s'inclinent devant les spéculateurs pour déclarer qu'il faut réduire la dette des États, non pas en cessant de payer pour les banques, mais en coupant dans les dépenses publiques, de préférence celles qui sont utiles à la population.

Ce qui s'est produit en

Grèce, avec des plans d'austérité successifs qui n'ont fait qu'accroître la crise, en Espagne, en Irlande, au Portugal et maintenant en Italie et en France, voilà la seule politique que les dirigeants européens sont capables d'imaginer et qu'ils voudraient dicter dans tous les pays pour satisfaire les financiers. Cela ne résoudra rien et ne promet que d'enfoncer un peu plus leurs pays dans la spirale de la crise.

Impuissants contre la spéculation, les Sarkozy, Merkel et leurs semblables se retournent contre les classes populaires du continent pour leur promettre de nouvelles privations et de nouvelles souffrances. S'il y a quelque part un «gouvernement économique» de la zone euro, c'est celui des capitalistes spéculateurs.

André FRY

### • Crise de la dette et «euro-obligations»

# Les contradictions de l'Europe capitaliste

**Depuis que la crise de la dette des États fait rage en Europe, on évoque de plus en plus souvent la possibilité d'émettre ce que l'on appelle des «euro-obligations». Autrement dit: au lieu que chaque pays de la zone euro cherche à placer, chacun de son côté, des obligations d'État pour financer son budget et son déficit, est-ce que l'Union européenne ne pourrait pas emprunter, en lieu et place de chacun de ses membres, sous sa propre signature financière?**

#### Spirale de la dette...

Ce sont évidemment les pays les plus en butte aux attaques contre leur propre dette publique qui auraient un intérêt immédiat à une telle mesure. Ainsi, vu le déchaînement de la spéculation contre la dette d'État italienne, le gouvernement de Berlusconi est un chaud partisan de la création d'euro-obligations.

En effet, ces pays voient s'élever les taux d'intérêt auxquels ils peuvent emprunter, ce qui les étouffe et les enfonce dans une spirale infernale: dette qui s'alourdit; nécessité d'emprunter encore plus pour y faire face; exigences accrues des usagers de la finance internationale...

Mi-août, par exemple, alors que l'Allemagne trouvait de l'argent à 2,3% de taux d'intérêt sur dix ans, l'Espagne devait payer un tribut deux fois plus lourd aux financiers. Quant à la Grèce, les mêmes requins de la finance ne lui prêtaient qu'au

taux prohibitif de 14,8%.

#### ... et Europe éclatée entre États rivaux

L'Union européenne et les États-Unis sont deux ensembles au développement économique et au poids démographique comparables. Mais outre-Atlantique, on a un État unique au service d'une économie unifiée, avec une monnaie unique, un seul ministère des Finances, des institutions financières qui empruntent au même taux, qu'il s'agisse de financer telle région délaissée ou l'État californien, très peuplé et très développé.

De ce côté-ci de l'Atlantique rien de tout cela n'existe. Si, après la Seconde Guerre mondiale, les États européens ont dû mutualiser certains domaines pour ne pas être marginalisés, cela s'est fait à petits pas. Et avec bien des réticences: chacune des bourgeoisies concernées a tenu à conserver son État pour la servir, et la protéger de ses voisins. Même dans la zone euro, avec

une seule monnaie pour dix-sept États, on a dix-sept politiques budgétaires différentes.

La cacophonie à la tête de l'Union européenne autour des mesures dites d'aide à la Grèce a rappelé que, dans l'Europe prétendue unie, l'égoïsme des intérêts d'État donnait toujours le «la». Et quand bien même cela s'accorde d'une intervention collective – en faveur... des banques françaises et allemandes, qui détiennent notamment le gros de la dette de la Grèce –, il y a la démagogie réactionnaire, voire xénophobe, de certains partis politiques lorgnant le pouvoir dans les pays de la zone euro. Tout en sachant bien que la prétendue aide à la Grèce ou à l'Espagne sert les intérêts des grandes banques, notamment d'Allemagne, Angela Merkel tient compte de la fraction la plus conservatrice de son électorat et n'a aucune envie de contrer ses préjugés.

Pourtant, des responsables de la Commission européenne ou de l'Eurogroupe se sont dit favorables aux euro-obligations. Des responsables allemands aussi, précisant que l'économie allemande, qui dépend de ses exportations et donc de la bonne santé de ses partenaires commerciaux européens, avait tout intérêt à ce que la zone euro



Zone euro: une monnaie «unique», mais 17 politiques budgétaires différentes.

cesse de tanguer sous les coups de la spéculation contre tel ou tel de ses membres.

Créer un système d'obligations européen à la place de multiples systèmes nationaux conforterait la zone euro, et permettrait à ses membres les plus faibles d'emprunter à moindre coût, mais renchérirait aussi un peu le coût du crédit pour les pays présentés comme les «bons élèves» de la classe. Leur bourgeoisie n'en mourrait pas, bien sûr. Mais des partis d'opposition en profiteraient pour attaquer un gouvernement défendant

une telle mesure.

Les deux principales puissances du continent auraient un intérêt certain à renforcer la zone euro, ce qui passerait entre autres par une mutualisation et un contrôle de la dette publique au niveau européen. Mais, en même temps, elles sont trop jalouses de la façon dont chacune peut, sans contrôle aucun, subventionner ses classes possédantes. Et cet égoïsme national ajoute encore à la fragilité d'un système dont la crise est un peu plus menaçante chaque jour.

Pierre LAFFITTE

• Espagne

# La grand-messe du pape aux frais des contribuables

Les Journées mondiales de la jeunesse (JM) ont débuté à Madrid, organisées par l'Église du 18 au 21 août avec toute l'aide logistique et financière du gouvernement, de la région et de la ville, pour promouvoir, sous l'égide du pape Benoît XVI, les idées les plus réactionnaires qui sont les siennes et même admonester le gouvernement socialiste.

Lors de sa dernière visite, en novembre 2010, le pape avait fustigé « l'anticléricalisme agressif » que vivait le pays, comparable à celle de la seconde République (1931-1936). Aujourd'hui, la lutte contre la laïcité « agressive » reste son leitmotiv et des lois adoptées par les gouvernements socialistes, et surtout celui de Zapatero, comme le mariage homosexuel ou l'IVG, sont violemment mises en cause.

En tout cas, la prétendue laïcité « agressive » a fait de la venue du pape un « événement d'intérêt spécial », ce qui implique qu'il sera reçu avec tous les honneurs et fastes par la famille royale et le gouvernement, et aussi que les deniers publics prendront en charge tout ce qui concerne la sécurité, le transport et la santé. Sans parler de dispositions financières qui font que dans le coût des JM, estimé à 50 millions d'euros, la moitié sera financée par l'État (région et municipalités comprises). Ainsi les entreprises de l'Ibex 35 (équivalent

espagnol du CAC 40) qui financent à titre privé l'événement d'intérêt spécial (BBVA, Banco de Santander, Telefonica, etc.) se voient gratifiées d'un intérêt bien palpable celui-là : des bénéfices fiscaux jusqu'à 80% ! Et ce n'est pas tout. Quelque 700 établissements publics (collèges, lycées, complexes sportifs) sont mis à disposition des pèlerins pour un prix loin de couvrir tous les frais. Et pour s'en occuper, des fonctionnaires ont été réquisitionnés et leurs vacances annulées !

Autre apport public : 600 000 abonnements de transports ont été réservés à prix de pèlerin : 80% moins cher que l'abonnement touristique équivalent, soit 20 millions d'euros de cadeau. Et pour qu'en ce mois d'août tout ce beau monde puisse circuler, Métro a fait appel à 600 « extras » payés 100 euros la journée (60 000 euros). Et pour les Madrilènes qui devront prendre le métro, puisque, événement spécial oblige, tout le centre de la ville est fermé à la

circulation pendant une semaine, ils pourront prendre le billet simple de métro qui vient d'augmenter de 50% !

Il serait trop long d'énumérer l'implication financière de l'État. Terminons simplement par la mise à disposition du palais des congrès, loué par le gouvernement pour que s'y installe la presse, et même de la mairie de Madrid, transformée en sacristie de luxe pour les évêques !

La droite réactionnaire, à la tête de la région et de Madrid, adhère sans réserve à ces journées en autorisant l'affichage religieux sur la façade d'établissements publics. Le gouvernement socialiste se tait et participe. Cependant, plus d'une centaine d'organisations essentiellement laïques protestent contre la place accordée à l'événement et l'utilisation de l'argent public, alors que depuis des mois gouvernement et collectivités locales économisent sur les services publics, aux dépens de la population laborieuse. Les autorités de Madrid et de l'Église ont donc essayé d'interdire toute manifestation anti-JM. Le stand des « indignés », installé à la Puerta del Sol, a été délogé par la police, par exemple. Des manifestations



s'en sont suivies pendant plusieurs jours, montrant que la mobilisation des indignés n'est pas finie malgré la période de

vacances, et finalement une manifestation passant par le centre de Madrid devait avoir lieu le 17 août, veille de l'arrivée du

pape. On ne met pas si facilement terme à l'indignation !

Hélène GRILLET

## Le Parti socialiste et l'Église

L'Église et la droite espagnole (représentée par le Parti populaire) ont depuis toujours des liens très étroits, renforcés en 1936 quand la bourgeoisie menacée avait pu s'appuyer sur l'Église pour maintenir l'ordre établi par les moyens de la guerre civile. Le Parti populaire et des sommités de l'Église n'ont pas manqué de se retrouver coude à coude dans les rues de Madrid pour s'opposer, par exemple, à la loi permettant l'IVG ou le

mariage homosexuel. Le Parti socialiste espagnol (PSOE) quant à lui, s'il n'a pas ces liens avec l'Église et a osé quelques réformes, recule sur d'autres dès que droite et Église vitupèrent. Certaines promesses électorales touchant des thèmes sensibles à l'Église sont aujourd'hui abandonnées. C'est le cas de la légalisation de l'euthanasie (mort digne) mais aussi de la réforme de la loi organique de liberté religieuse de 1980, réforme qui garantirait

la laïcité de l'État, « pas urgente » déclare aujourd'hui Zapatero... En fait, le PSOE n'entend pas toucher à la puissance de l'Église. C'est même son dernier gouvernement qui a fait montre de la plus grande générosité économique, avec l'annulation par l'État de la promesse faite par l'Église de s'auto-financer, et un nouvel accord de financement qui a fait gagner à celle-ci 250 millions d'euros.

H.G.

• Haïti

# La sarabande des affairistes, grands et petits

Selon les représentants de l'ONU, la tempête tropicale Emily, qui s'est abattue sur l'île d'Haïti le 4 et le 5 août, n'a fait « aucun dégât majeur ni de perte en vie humaine ». Si la tempête a été moins violente que prévu, elle s'est traduite par de fortes pluies et, dans plusieurs régions, par des inondations qui ne pourront qu'aggraver de façon catastrophique les conditions de vie des centaines de milliers de personnes qui, un an et demi après le tremblement de terre qui a dévasté le pays, vivent toujours dans des campements de fortune.

Dans son numéro de juillet, *La voix des travailleurs*, mensuel trotskyste édité par nos camarades de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR) fait le point dans un éditorial sur la situation du pays livré, plus que jamais, au pillage des profiteurs de tous calibres. Nous en publions des extraits.

Un an et demi après le tremblement de terre, rien ou presque rien n'a été fait pour construire des logements pour les milliers de familles qui s'entassent dans des camps de toile. Les quartiers populaires restent des champs de ruines. Le choléra sévit, de façon endémique, non seulement dans des communes rurales éloignées de tout centre de soins, mais à Port-au-Prince, sur la zone industrielle elle-même. Mais comment pourrait-il en être autrement, alors que les fatras s'accumulent, que les eaux usées et les déjections empestent les quartiers pauvres...

Pendant que les classes pauvres

s'enfoncent dans la misère aggravée par les destructions du séisme, s'intensifie autour d'Haïti la sarabande des affairistes grands et petits. La misère elle-même et les pires catastrophes sont transformées en source de profits.

(...) Un certain nombre de bourgeois petits et moyens, possesseurs d'hôtels, de maisons de location de voitures, etc., se saisissent de l'aubaine constituée par l'afflux des ONG et des conseillers en tout genre pour louer à prix d'or. La pénurie de logements est une calamité pour qui en est victime, mais une source de confortables bénéfices pour

quelques-uns.

Ceux-là ne sont cependant que de petits charognards dans la meute. À côté d'eux, au-dessus d'eux, il y a les grands fauves, ceux notamment du bâtiment et des travaux publics, qui louchent vers les contrats qui leur permettraient de décrocher, qui la réfection du palais présidentiel, qui celle des ministères ou de divers bâtiments publics, qui les installations aéroportuaires. (...)

Les Bouygues, les Vinci de France



et leurs concurrents américains ou canadiens savent que l'État haïtien est pauvre comme Job et que même le peu de recettes qu'il récupère s'évapore dans la corruption généralisée. Cela ne fait rien, ce n'est pas sur l'État haïtien qu'ils comptent, mais sur leurs propres États respectifs. D'abord pour décrocher le contrat. Puis pour le financer. Chaque État tutélaire conditionne ce qu'il appelle « l'aide à Haïti » à la signature du contrat avec un groupe industriel sous sa protection. Cette aide à Haïti est en réalité une

subvention à ses propres industriels.

Pour tout ce beau monde, le tremblement de terre et ses conséquences désastreuses pour la population ne sont que de la matière première pour leurs affaires, comme le pétrole pour les trusts pétroliers, le fer pour les barons de la sidérurgie, ou les actions et les créances sur les États pour les financiers. (...)

Une grande partie des milliards promis à Haïti au lendemain du tremblement de terre ont été volés avant même qu'ils parviennent aux prétendus destinataires ou, du moins, n'ont jamais quitté les caisses des pays « généreux donateurs ». Ce qui reste alimente toute une économie qui profite avant tout à quelques grands groupes capitalistes intéressés par le business de la reconstruction, mais avec des retombées pour toute une hiérarchie de profiteurs, grands et petits, légaux ou illégaux. (...) Le contraste est révoltant entre les milliards d'aide brandis et l'image offerte par une capitale toujours en ruine, par l'agitation des affairistes et la grande misère de ces centaines de milliers de pauvres qui sont abandonnés par tous.

• Somalie

# Les gouvernements aident les banquiers, pas les affamés

Entre deux flashes sur les tribulations du CAC 40 et les courbes des Bourses européennes, quelques informations viennent rappeler que la famine sévit dans la corne de l'Afrique, en particulier en Somalie. Mais le débat sur les fonds nécessaires pour lui venir en aide est beaucoup plus vite réglé et, dans ce cas-là, on ne parle pas de milliards.

Vingt ans de guerre, la sécheresse, la corruption et le détournement de nourriture par les bandes armées ou les affairistes ont réduit 3,2 millions de Somaliens, la moitié de la population du pays, à

dépendre d'une aide alimentaire urgente. 29 000 enfants de moins de 5 ans sont déjà morts dans les trois derniers mois.

Les fauteurs de guerre, ce sont les milices islamistes des Chabab, en lutte contre le gouvernement officiel, les troupes du gouvernement fédéral lui-même, le TFG, celles de l'Union africaine (Amisom) qui sont censées maintenir la paix, et un certain nombre de groupes armés qui multiplient les exactions contre les civils et pillent le peu d'aide alimentaire en toute impunité.

Mais les responsables, sans

parler des marchés financiers qui ont contribué à affamer les populations en spéculant sur les céréales, on les trouve parmi les gouvernements des pays impérialistes. Dans cette zone stratégique, quand ils ne sont pas intervenus directement comme les États-Unis en décembre 1992, aggravant encore les choses, ils ont toujours misé sur une bande armée ou une autre, en espérant qu'elle rétablirait l'ordre, c'est-à-dire leur ordre. Quand la situation devient tragique – et peut-être encore plus déstabilisante – après des mois d'avertissements par

les organismes internationaux et les ONG, les États en question se réunissent pour envoyer... 100 millions de dollars de nourriture. Il n'en manque « que » 900 pour espérer sauver des centaines de milliers de vies !

Le gouvernement français, pour sa part, a multiplié son aide par trois et l'a claironné : 30 millions d'euros... autant que ce que le fisc a remboursé à Liliane Bettencourt, mais qui arriveront sans doute moins vite à leur destination. Une honte !

Sylvie MARÉCHAL

• Afghanistan

# La liste des morts s'allonge

Le 14 août, l'Élysée a confirmé la mort d'un nouveau militaire français lors d'une opération conjointe avec l'armée afghane dans la vallée de la Kapisa. Ce décès porte à 74 le nombre de tués depuis le début de l'intervention française en Afghanistan fin 2001, dont 11 au cours de ce mois-ci. Sur un effectif de 4 000 hommes, cela commence à faire beaucoup.

Le communiqué officiel souligne que « ces opérations récentes,

bien que meurtrières, n'entament pas la résolution de la France ». Malgré ces morts, Sarkozy réaffirme donc sa volonté de continuer à intervenir aux côtés de l'armée américaine, dans ce qui apparaît de plus en plus comme un bourbier sanglant. Car, en dépit de leur supériorité technologique, en dix ans les armées occidentales ont enregistré plus de 3 000 morts, auxquels il faudrait ajouter les 5 000 à 10 000 victimes parmi les forces armées et la police afghanes, 20 à

30 000 combattants rebelles, et 10 à 15 000 civils non combattants. Et ce macabre bilan s'est accru au cours des derniers mois, preuve que, contrairement à ce que répètent les dirigeants occidentaux, on est loin du « rétablissement de la paix » et de la « stabilisation du pays ». Au contraire, au fil du temps, l'influence des talibans – ou ceux que l'on qualifie ainsi – ne cesse de se renforcer, frappant non seulement les armées étrangères, mais aussi des représentants ou des proches du

gouvernement officiel.

Les États-Unis ont annoncé un retrait progressif de leurs troupes, d'ici 2014. Le gouvernement français, dont l'engagement est aujourd'hui contesté jusque dans les rangs de sa majorité, a prévu de leur emboîter le pas. Dix ans d'occupation, c'est déjà trop. Pourquoi attendre 2014 ? Les troupes françaises, comme toutes les armées étrangères, n'ont rien à faire en Afghanistan !

R.M.

• Israël :

# La mobilisation continue

Samedi 13 août, la mobilisation des « indignés » israéliens s'est poursuivie. « Les périphéries d'Israël, les classes populaires israéliennes ont démontré qu'elles faisaient aussi partie du mouvement de protestation contre le coût de la vie », rapporte le quotidien israélien *Haaretz*. Après leurs manifestations à Tel-Aviv, les militants de la « justice sociale » étaient satisfaits d'avoir attiré des dizaines des milliers de manifestants à Beer Sheva, Modiin et Afula. À Haïfa, ville où il existe une forte tradition du mouvement ouvrier, 25 000 personnes se sont rassemblées en centre-ville.

Depuis plus d'un mois, de nombreux jeunes Israéliens, travailleurs, précaires, descendent dans les rues. La « révolte des tentes » a commencé en juillet, quand Daphni Leef, une jeune femme de 25 ans, a appris que le loyer de son logement de Tel-Aviv allait être révisé à la hausse et a décidé d'installer une tente sur le boulevard Rothschild afin de protester contre le niveau des loyers, faisant connaître son initiative par Internet. Celle-ci a alors fait très vite tache d'huile, avec des campements dans une quarantaine de localités et des manifestations de plus en plus importantes chaque samedi.

Il est vrai que les prix de

l'immobilier ont bondi de 35% entre 2007 et 2010, et de 15,3% sur la seule période mai 2010-mai 2011. En un an, les prix ont grimpé de 32% à Tel-Aviv (64% depuis 2008) et de 17% à Jérusalem. Les sommes consacrées par les foyers à leur logement peuvent facilement atteindre 50% de leurs revenus.

Les contestataires qui dénoncent la flambée des prix pointent aussi du doigt l'explosion des inégalités : un Israélien sur cinq vit sous le seuil de pauvreté, alors même qu'« en Israël, une dizaine

de familles détiennent le tiers de l'économie du pays », leur fortune étant estimée entre 1 et 6 milliards de dollars (jusqu'à 4 milliards d'euros).

On peut se réjouir de voir la population israélienne lutter pour ses revendications sociales, brisant l'union sacrée qui prévaut le plus souvent dans un État qui se considère comme une forteresse assiégée. Israël n'est pas une bulle en dehors de la société capitaliste et la société, comme partout ailleurs, est divisée en classes, entre une minorité de riches et une

majorité pauvre.

De ce point de vue, la population juive israélienne devrait se sentir plus proche des Arabes israéliens et des Palestiniens que de la minorité qui dirige le pays et l'économie. Par-delà les divisions nationales et religieuses, ils partagent les mêmes intérêts, y compris celui de devoir subir une situation de guerre sans issue et dont tous payent le prix, économiquement et humainement.

Christian CHAVALUX

• La réponse de Netanyahu

# La colonisation et la guerre

« Je vais aller vivre à Ma'on, au sud du mont Hébron, dans une nouvelle colonie en territoire palestinien, parce que là-bas le loyer est très bon marché », a déclaré un participant de Tel-Aviv.

Le gouvernement de Netanyahu, face au mouvement de contestation, cherche à jouer sur la fibre sioniste pour intensifier la politique coloniale de l'État hébreu. Il a approuvé le 15 août la construction de 277 logements supplémentaires dans une colonie de

Cisjordanie, et cela quatre jours après le feu vert donné à la construction de 1 600 logements à Jérusalem-Est. Les services du ministre de la Défense Ehud Barak de leur côté ont annoncé la construction de 277 maisons dans la grande colonie d'Ariel. Avec ses 18 000 habitants, Ariel est l'une des plus grandes colonies juives en Cisjordanie, territoire occupé depuis la guerre de 1967. Voilà comment le gouvernement répond aux revendications des manifestants.

Le Parti travailliste n'a rien à y redire et approuve aussi Netanyahu lorsqu'il dit qu'il est impossible de réduire le budget militaire.

Mardi 16 août, l'armée israélienne comme par hasard a lancé des attaques contre le territoire de Gaza. Il est à craindre que, comme toujours, l'augmentation de la tension aux frontières soit pour le gouvernement un moyen de tenter de reprendre les choses en main.

C.C.

• 13 août 1961 – La construction du Mur de Berlin

## Une prison des peuples qui n'allait pas être la dernière

Dans la nuit du 12 au 13 août 1961 débuta la construction du Mur de Berlin. Pendant près de trente ans, jusqu'à sa chute le 9 novembre 1989, il allait symboliser la division entre les deux Allemagne et, plus généralement, entre les puissances impérialistes rangées derrière les États-Unis d'une part, l'Union soviétique et ses États satellites d'autre part.

Berlin avait conservé le statut qui était le sien à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Alors qu'en 1949 s'étaient créés deux États allemands, la République fédérale d'Allemagne (RFA) à l'ouest et la République démocratique allemande (RDA) à l'est, Berlin était resté une ville quadripartite, occupée par les armées des anciens alliés qui avaient vaincu le régime hitlérien. À l'ouest stationnaient les troupes américaines, anglaises et françaises, tandis que la moitié est de la ville était occupée par l'armée russe. En outre, Berlin était enclavé dans la RDA.

Mais jusqu'en 1961, et même au plus fort de la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS, on pouvait circuler librement entre les zones d'occupation. Ainsi, par exemple, quelque 60 000 habitants de Berlin-Est se rendaient quotidiennement à l'ouest pour leur travail, tandis que 10 000 Berlinois des zones occidentales faisaient le trajet inverse.

Aussi les Berlinois furent-ils stupéfaits lorsque, le matin du 13 août, ils virent qu'une frontière encerclait désormais le secteur occidental de la ville.

### Une ville coupée en deux

Ce n'était pas encore un mur – il allait être construit dans les jours et les semaines suivantes. Mais durant la nuit du samedi au dimanche, 20 à 30 000 soldats, policiers et miliciens est-allemands avaient pris position le long de la ligne de démarcation entre les deux zones de la ville, bloquant les voies d'accès. Un rideau de barbelés avait été déployé, les rues et les places proches dépavées pour empêcher la circulation automobile, le train urbain et le métro arrêtés à la dernière station orientale.

La frontière n'était pas encore hermétique, elle n'était que symbolique et seule la crainte des hommes en armes qui la gardaient empêchait les Berlinois de la franchir. Mais durant l'été 1961 le premier mur, de 165 kilomètres de long, fut

doublé d'un second avec miradors et chevaux de frise, séparé du premier par un no man's land dans lequel patrouillaient soldats et policiers; les maisons donnant sur la frontière avaient été vidées de leurs habitants, leurs portes et fenêtres murées.

La frontière entre les deux Allemagne devint elle aussi infranchissable, un no man's land constamment surveillé, du côté de la RDA, empêchant toute tentative de fuite vers l'ouest.

### « Un mur de protection antifasciste » ?

Le 14 août, le quotidien du SED, le parti communiste est-allemand, présentait la



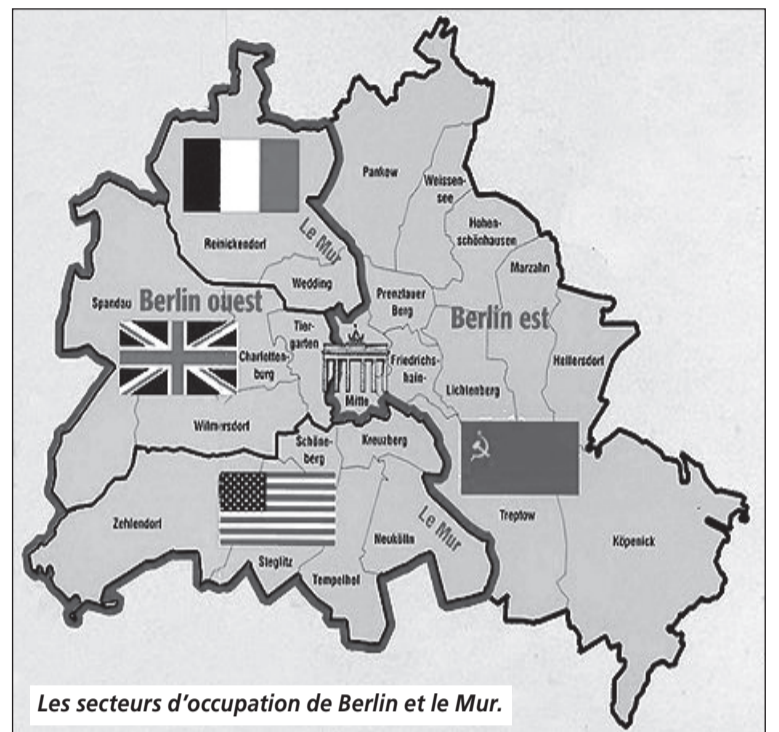
construction du mur comme « une mesure pour protéger la paix et la sécurité de la RDA, qui sera à l'abri de la guerre froide ». Et le gouvernement de la RDA parlait ensuite constamment du mur comme d'une « protection antifasciste contre les attaques impérialistes ».

Dans le même journal, *Neues Deutschland*, on pouvait aussi lire ce commentaire : « Désormais, les enfants seront protégés des kidnappeurs », une manière bureaucratique, c'est-à-dire outrée et mensongère, de révéler le problème qui se posait à la RDA.

En 1961, on n'était plus dans le contexte de guerre froide entre les deux puissances qui pouvait faire craindre qu'elle ne débouche sur une véritable guerre, même si des tensions existaient, notamment à Berlin

qui était en Europe le point de rencontre entre leurs zones d'intervention, qui auraient pu être le facteur déclenchant d'un conflit plus vaste. Mais de toute façon, ce n'était pas ce mur de trois mètres de haut qui aurait pu empêcher une intervention américaine.

Non, le problème que rencontraient les dirigeants de la RDA était que ce petit pays de 17 millions d'habitants se vidait de ses habitants. Chaque année, 150 000 à 200 000 Allemands de l'Est émigraient vers l'Ouest, essentiellement des jeunes et des diplômés à la recherche d'un avenir plus lucratif mais aussi plus libre, de l'autre côté de la frontière. En 1953, après la révolte des ouvriers de Berlin-Est, et en 1956, quand le régime soviétique écrasa la révolution hongroise, ils furent plus de 300 000 à quitter la RDA. C'était facile, il suffisait



surtout le signe que l'URSS de Khroutchev avait définitivement abandonné l'idée d'une seule Allemagne, et que les dirigeants de la RDA, qui ne se

qu'avec la chute du Mur en novembre 1989, après que les dirigeants de l'URSS eurent décidé d'abandonner les pays d'Europe de l'Est à leur sort. L'année suivante, les deux Allemagne furent réunifiées sous la coupe de l'Allemagne de l'Ouest capitaliste. Mais même si elle allait être présentée ainsi, la fin de l'Allemagne de l'Est n'était pas la fin d'un socialisme qui en fait n'avait jamais existé, mais celle d'un régime qui s'était illustré pendant des années par ce mur hideux emprisonnant tout un peuple. Officiellement, 136 personnes qui essayèrent de le franchir y laissèrent la vie; à ajouter aux quelque 1 000 morts le long de la frontière séparant les deux États.

Pendant des années, jusqu'en 1989, les dirigeants occidentaux eurent beau jeu de dénoncer les régimes d'Europe de l'Est qui retenaient leur population derrière des murs et des barbelés.

Mais, depuis, on a pu voir que le monde occidental ne se fait pas faute d'ériger de tels murs, souvent au sens propre, comme entre Israël et la Palestine, les États-Unis et le Mexique, le Maroc et les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, financées par l'Union européenne. Et chaque jour des hommes meurent noyés au large des côtes de l'Europe pour avoir voulu franchir le mur invisible érigé par ses dirigeants face aux pauvres venus d'Afrique ou d'Asie et voulant gagner le « paradis » capitaliste.

de prendre le métro! Le mur avait pour but de stopper cette émigration qui par elle-même était l'aveu que le prétendu « socialisme » de la RDA avait tendance à faire fuir ses citoyens.

### Stabilisation des frontières

Les dirigeants des pays impérialistes ne s'y trompèrent d'ailleurs pas. Ni Kennedy, ni de Gaulle, ni le britannique Macmillan n'interrompirent leurs vacances au lendemain du 13 août pour discuter de la nouvelle situation créée par la construction du mur, contrairement à ce qui s'était passé en 1948 quand les Russes avaient fait le blocus de Berlin, où les États-Unis avaient réagi en alimentant la ville par un pont aérien.

En fait, pour eux, c'était

Cette situation ne prit fin

Marianne LAMIRAL

## • Marseille

# La mairie et les autorités traquent les Roms

**Jeudi 11 août, les familles roms qui depuis quelques semaines campaient sur la pelouse de la Porte d'Aix à Marseille ont été expulsées et pourchassées à travers la ville toute la journée.**

Les Roms sont près de 2 000 à Marseille. Citoyens européens, ils ont en principe le droit de rester en France à condition de travailler.

En fait ils sont condamnés à une vie ou plutôt à une survie d'errance. Avec leurs poussettes, ils récupèrent ce qu'ils peuvent dans les poubelles de la ville pour essayer d'en tirer quelques euros. Ils se sont installés dans des hangars désaffectés, sous des ponts d'autoroutes, sur des morceaux de pelouse près de la gare, dont ils sont périodiquement expulsés. Ils sont obligés de se procurer l'eau aux bornes des pompiers ou dans les rigoles lorsque les éboueurs ouvrent les vannes.

Une cinquantaine d'entre eux avaient donc installé leur



campement à la Porte d'Aix. Mais pour le maire Jean-Claude Gaudin, il s'agit de donner une autre image de la ville à quelque temps de « Marseille 2013, capitale de la culture ». La Mairie ne pouvait donc tolérer cette vue sur des tentes et un campement. Pour offrir une vision plus chic de Marseille, non seulement elle a fait expulser ces familles pour trouble à l'ordre public mais elle les a fait traquer par la police, les chassant de leurs refuges successifs.

Finalement le SAMU social a emmené ceux qui le désiraient au centre d'hébergement pour SDF de la Madrague-ville où neuf

préfabriqués leur ont été attribués avec la possibilité de rester regroupés en famille. Mais les hommes devront partir le matin et ne rentrer qu'à partir de 16h. Et cette solution ne peut durer dans le meilleur des cas que jusqu'à la fin du mois d'août.

Pourtant, des locaux, il n'en manque pas à Marseille: les immeubles d'affaires et de logements y poussent comme des champignons. Mais les promoteurs veulent qu'ils rapportent et ne les destinent pas aux pauvres, Roms ou autres. Et tout ce que les responsables trouvent à faire, c'est de les harceler.

Correspondant LO

## • Mayotte

# De quel côté penche la balance de la justice ?

Deux gendarmes et un policier de Mayotte ont été mis en examen le 27 juillet, suspectés d'avoir participé à un trafic de drogue ayant entraîné la mort d'une jeune fille. Or, le 3 août, intervenant suite à une demande du procureur de Mayotte, le procureur général de la Cour d'appel de Saint-Denis-de-la-Réunion a demandé que l'instruction de l'affaire soit délocalisée à la Réunion.

« On ne peut pas juger quelqu'un que l'on connaît, il faut du recul », a-t-il déclaré. Comme si, dans les autres départements français, police, gendarmerie et justice ne travaillaient pas ensemble! En fait, selon des révélations du *Parisien*, il semblerait que le procureur de Mayotte ait été sensible aux pressions du chef suprême des gendarmes opérant outre-mer

qui, dans des messages adressés au magistrat, lui demandait de surseoir à la convocation des gendarmes afin, disait-il, de ne pas nuire « à l'image de la justice ». Les convocations ayant déjà été envoyées, suivies d'une mise en examen, le procureur de Mayotte a alors répliqué en demandant le dépaysement de l'affaire.

L'enquête aura donc lieu à 2 000 kilomètres de Mayotte, excluant de ce fait la famille de la victime qui, faute de moyens financiers, ne pourra se rendre sur place.

Mayotte est devenue département français depuis cinq mois. Mais les mœurs coloniales y ont toujours cours et la justice y est plus sensible aux arguments des autorités qu'à la cause des petites gens.

Marianne LAMIRAL

## • Angers

# Mobilisation contre l'expulsion d'une Somalienne et de son bébé

Une jeune Somalienne et son bébé de six mois ont été libérés, samedi 13 août, du centre de rétention de Rennes. Cela grâce aux interventions des militants de RESF et du MRAP qui ont permis, avant l'expulsion, la saisine du juge des libertés qui a considéré que cet emprisonnement n'était pas compatible avec la situation de cette famille.

Réfugiée en France depuis mai 2010, cette Somalienne a été déboutée en mai 2011 de sa demande d'asile. Elle a fait appel de cette décision comme la loi le permet. Mais si la loi permet ce recours sur le papier, dans les faits l'appel n'est pas suspensif de la procédure d'expulsion.

Le 3 août, le préfet a donc prononcé la reconduite immédiate à la frontière. Rapidement, le 11 août, la police est venue arrêter la jeune femme à son domicile à Angers. Les consignes du ministre de l'Intérieur Guéant sont appliquées: priorité pour les policiers de mener la chasse aux immigrants afin de pouvoir afficher 30 000 expulsions à la fin de l'année!

Cette Somalienne et son bébé sont toujours sous la menace d'expulsion. La mobilisation autour d'eux doit se poursuivre, pour qu'ils obtiennent le droit d'asile et empêcher leur renvoi vers la Somalie ravagée par la guerre civile et la famine.

Louis BASTILLE

## • Montreuil

# Les expulsés manifestent

**« Hier colonisé, aujourd'hui expulsé, toujours exploité, demain régularisé », « La misère n'est pas un délit mais jeter 300 personnes à la rue est un crime ». Les slogans et la colère ne manquaient pas samedi 13 août dans les rues de Montreuil. Plus de 200 personnes étaient venues exprimer leur solidarité et leur ras-le-bol des expulsions et du « mal-logement »: d'abord les expulsés, jeunes travailleurs, précaires, familles venant de plus de onze pays africains.**

Ils sont encore près de 260 à occuper un square proche du métro Robespierre, plus nombreux encore qu'après l'expulsion d'il y a deux semaines car ceux qui avaient accepté une quinzaine de nuitées en hôtel se retrouvent de nouveau à la rue.

La manifestation, dynamique, est devenue poignante lorsque nous avons fait un arrêt devant le 94 rue des Sorins, évacué par les CRS le 29 juillet, là l'un des délégués a rappelé que ce sont eux qui avaient aménagé cette ancienne usine, investissant près de 10 000 euros en accord avec la mairie pour installer eau, sanitaires et électricité. Il a poursuivi en évoquant « nos frères qui comme

nous risquent leur vie pour venir se faire exploiter en France, cette France qui a colonisé notre continent, qui continue de le piller et qui maintenant nous trie comme des animaux pour chasser ceux à qui on n'a pas donné de papiers ».

Des militants de différentes associations et partis de gauche étaient présents (Dal, PCF, NPA, Lutte Ouvrière, Verts, Anarchistes...) et d'autres expulsés et précaires venus eux aussi témoigner. Tout le monde se souvenait que dans la nuit du 5 au 6 juin dernier un immeuble s'effondrait rue Parmentier, causant la mort de trois personnes. À ce jour les familles rescapées ne sont pas relogées, pas plus

que les dix-neuf familles victimes de l'incendie de leur immeuble.

Certains bailleurs particulièrement hargneux n'hésitent pas à faire intervenir des bandes de nervis armés de barres de fer pour expulser et frapper des squatters. On ne compte plus les logements insalubres. Dans le même temps, la spéculation immobilière n'a jamais cessé, les loueurs privés exigent plus de 800 euros pour un F2, plus de 1 100 pour un F3. Si la ville compte encore plus de 39% de logement sociaux, ce sont plus de 6 000 familles qui attendent parfois depuis des années un logement social. Et comme l'ont dit les manifestants: « On n'habite pas une liste d'attente ».

La mobilisation des expulsés du 29 juillet a forcé le préfet à faire des promesses de relogement pour ceux qui sont régularisés et à étudier le cas des autres. Mais ils ne se contenteront pas de promesses verbales.

Correspondant LO

## Au sommaire de Lutte de Classe n° 137

(juillet-août 2011)

- **La menace grandissante d'une nouvelle catastrophe financière**
- **Espagne**  
Le mouvement du 15 mai (Les Indignés)
- **France**  
Le plan secret de Varin chez PSA: comment la bourgeoisie concocte ses attaques contre la classe ouvrière
- **Russie**  
Régression sociale et remise en cause des droits des femmes
- **Sortir du nucléaire? Avant tout, sortir du capitalisme!**

Prix : 2 euros – Envoi contre 5 timbres à 0,60 euro



## • Total Petrochemicals – Carling (Moselle)

### Deux morts il y a deux ans Les parents réclament justice

Le 15 juillet 2009, deux jeunes de 21 et 28 ans, travaillant sur la plate-forme chimique de Carling, en Moselle, étaient tués dans une explosion. C'est lors du redémarrage du vapocraqueur, arrêté suite à de violents orages, que l'explosion eut lieu, tuant deux jeunes et en blessant six autres.

Le rapport interne de la commission d'enquête du Comité d'hygiène et sécurité (CHS-CT) a mis en cause l'inactivation d'une sécurité de détection de flamme sur le surchauffeur du vapocraqueur. Comme elle n'était pas fiable lors de l'installation de l'équipement, cette sécurité avait été tout simplement désactivée! Les travailleurs devaient surveiller la flamme du surchauffeur en s'approchant au plus près de l'équipement, donc en se mettant davantage en danger... jusqu'à cette explosion mortelle de juillet 2009. Ces difficultés d'allumage avaient déjà été soulignées à de nombreuses reprises par les travailleurs du site sans que la direction n'apporte de réponse.

Mais depuis que ce rapport a été rédigé, rien! « Depuis deux ans, aucun responsable n'a été mis en examen bien que le dossier

établit clairement les responsabilités de chacun », dénoncent les avocats des victimes interrogés par le journal *Le Républicain lorrain*.

S'appuyant sur le rapport d'expertise qui figure dans le dossier d'instruction, les avocats dénoncent l'absence de procédures d'allumage standardisées et systématiques et ils regrettent « la disparition des cahiers de rapports et des données du système numérique de contrôle commandé retraçant les événements qui ont précédé l'explosion mortelle ».

Pour les avocats, « cela démontre le manque de coopération du puissant leader pétrochimique dans cette enquête et explique, en

partie, les lenteurs dans le volet judiciaire de cette affaire ». C'est le moins qu'on puisse dire.

De son côté, la CGT a estimé « qu'à ce jour aucun responsable n'a été mis en examen, avec pourtant des preuves irréfutables sur les mesures de sécurité », et déclare dans un communiqué qu'elle « veillera à ce que la responsabilité de cet accident mortel ne soit pas reportée sur un lampiste ».

Total a supprimé des centaines d'emplois sur la plate-forme chimique de Carling, mettant en danger la vie des travailleurs. Les parents des jeunes tués n'acceptent pas le silence qui entoure ce drame. Ils veulent des réponses.

Étienne HOURDIN

### – Ils sont où les assistés ? –

« Nous sommes heureux d'ouvrir une nouvelle page de notre industrie en Lorraine », s'exclame un haut cadre de Total dans les colonnes du *Républicain lorrain*. Tout cela parce que Total promet de produire des panneaux solaires à Porcellette en Moselle. Un projet de dix millions d'euros censé créer 80 emplois.

Dans son enthousiasme, il oublie de dire que Total a

supprimé 243 emplois sur la plate-forme chimique de Carling ces dernières années. Et ce haut cadre a encore le culot de réclamer « des efforts de la part des collectivités sur ce projet ». Autrement dit de nouvelles aides financières.

Total – le groupe le plus riche du pays – veut en plus pomper les aides des pouvoirs publics.

E.H.



## • ArcelorMittal – Lorraine

### Comment profiter des fonds publics

ArcelorMittal vient de décider de prolonger l'arrêt de deux hauts-fourneaux, celui de Florange et celui de Liège. En Lorraine, il ne reste ainsi plus qu'un seul haut-fourneau en fonctionnement.

Il devrait être modernisé grâce aux fonds publics dans le cadre du projet Ulcos (Ultra-Low CO Steelmaking), qui prévoit, écologie oblige, de capter le gaz carbonique CO<sub>2</sub> émis en grandes quantités par un haut-fourneau lors de la transformation du minerai de fer et du coke en fonte liquide. Le CO<sub>2</sub> piégé serait ensuite enfoui sous terre, en cadeau aux générations futures, voire aux générations pas si lointaines : des doutes existent sur le fait que le gaz reste tranquillement dans le sous-sol et ne remonte pas à la surface sans qu'on lui ait rien

demandé.

Le but de l'opération est surtout de moderniser, quasi gratis pour ArcelorMittal, ses dernières installations lorraines. D'ailleurs, ArcelorMittal fait un véritable chantage sur les pouvoirs publics : ou vous financez le projet Ulcos ou nous fermons les installations.

Tout cela alors que le numéro un mondial de l'acier vient d'annoncer des bénéfices encore en hausse.

Les groupes sidérurgiques se sont beaucoup plaints de la crise économique. Elle leur a surtout beaucoup servi à justifier des fermetures d'installations et à faire pression sur l'emploi et les salaires. Maintenant c'est l'écologie qui leur sert de justification pour siphonner les fonds publics.

E. H.

## • ArcelorMittal

### Gros profits et achats en masse

Le trust sidérurgique ArcelorMittal – le plus important producteur d'acier, avec environ 7% de la production mondiale – annonce un chiffre d'affaires de 33 milliards d'euros, pour le premier semestre 2011, en hausse de 25% par rapport à la même période 2010. Sa production d'acier n'a pourtant augmenté que de 2,3%, mais les prix de l'acier ont augmenté, eux, en moyenne de 25%.

Pour la même période, ses bénéfices déclarés s'élèvent à 1,8 milliard d'euros, en augmentation de 11% par rapport au premier semestre 2010. Le trust se félicite d'avoir réalisé des économies de 3,6 milliards de dollars durant la première moitié de l'année. Économies de personnel, par des suppressions d'emplois en particulier, et l'arrêt de hauts-fourneaux.

Pendant qu'il réalise ainsi

des gros profits, ArcelorMittal s'est lancé dans une course aux matières premières, charbon et minerai de fer, achetant partout dans le monde mines et sociétés. Ainsi, il veut accroître sa production, avec l'exploitation de mines de fer au Liberia et au Québec. Dans le même temps, en compagnie de l'entreprise américaine Peabody Energy, il a engagé une offre publique d'achat sur le groupe charbonnier australien Macarthur Coal pour 3,6 milliards d'euros. Une offre pour laquelle les actions seraient payées 38% au-dessus de leur cours moyen de ces derniers mois.

Évidemment, avec de tels frais, les travailleurs d'ArcelorMittal-Dunkerque n'ont eu droit... qu'à 1,1% d'augmentation de salaire!

Serge VIARD

## • Thomé-Génot (Ardennes)

### Qu'est devenue la subvention ?

La Commission européenne veut vérifier l'utilisation d'une aide de 2,56 millions d'euros qu'elle avait accordée en 2007, suite à la fermeture de l'usine Thomé-Génot des Ardennes, pour la reconversion de 267 des 320 salariés licenciés en 2006. La tâche s'annonce difficile.

En effet, les statistiques officielles arrêtent de suivre un salarié licencié même s'il n'a obtenu qu'un contrat précaire. Elles peuvent donc atteindre près de 60% de reclassements sur un an. Mais l'association des

anciens salariés de l'entreprise estimait au début 2009 que 180 à 200 salariés n'avaient toujours pas trouvé d'emploi stable.

L'entreprise Thomé-Génot fabriquait des alternateurs pour les sous-traitants de l'automobile. Son propriétaire l'avait revendue en 2004 à un fonds d'investissement. Celui-ci a vidé les caisses, jusqu'à mettre l'entreprise en faillite. La justice a condamné en 2009 ses patrons à cinq ans de prison et 20 millions de dommages et intérêts. Ils n'ont rien payé puisqu'ils

vivent aux États-Unis.

Les seules choses obtenues par les salariés l'ont été par leur lutte. Une lutte menée pendant un mois, y compris avec des salariés d'autres entreprises victimes eux aussi de licenciements. Ils ont arraché du gouvernement entre 20 000 et 25 000 euros par salarié licencié. Quant aux 2,56 millions versés par l'Union européenne, ils n'ont visiblement pas atterri dans leurs poches.

Hervé BOIDET

## • Carsat Aquitaine – Bordeaux

### Complicé comme un coup de fil

Téléphoner à la Carsat (Caisse d'assurance retraite et de santé au travail) d'Aquitaine en cette période de vacances, c'est encore plus pénible qu'en temps ordinaire. L'accueil téléphonique est tel qu'un assuré ne peut pas contacter directement le technicien de la retraite du régime général de la Sécurité sociale chargé de son dossier. Son appel arrive obligatoirement sur une plate-forme téléphonique. La personne qui lui répond est en mesure de donner quelques renseignements simples, mais pas plus. En cas de besoin d'une réponse plus complexe, le technicien concerné par son dossier est prévenu de sa demande par une fiche. Il a un délai de quelques jours pour répondre.

Ce que les usagers ne savent pas, c'est que sur la plate-forme de la Carsat Aquitaine il n'y a en ce moment que treize techniciens pour leur répondre, dont un quart en contrat à durée déterminée, formés en quinze jours.

Il faut faire du chiffre : le temps de réponse optimum, surveillé par ordinateur, est fixé à trois ou quatre minutes. À cette pression est en train de s'ajouter la mise en place des écoutes des appels par la hiérarchie. Rien à envier aux méthodes de flicage des salariés bien connues des centres d'appel.

L'objectif fixé à un employé de la plate-forme téléphonique est de ne pas perdre de temps. Même s'il estime qu'il a affaire à une urgence, pas question qu'il prenne l'initiative de mettre en relation téléphonique directe un assuré qui a eu, par exemple, son allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) suspendue parce que sa réponse à un questionnaire périodique sur ses ressources n'a pas été reçue. Même si la personne n'a que ce revenu de retraite minimal pour vivre, la règle est de faire une fiche... que le technicien trouvera à son retour s'il est en congé en ce moment. Bien heureux sera

l'assuré s'il est à côté de son téléphone quand la Carsat l'appellera ensuite. Sinon, quand il voudra répondre à un message laissé dans sa boîte vocale il retombera sur la plate-forme téléphonique et ce sera à nouveau la confection d'une fiche à destination du technicien et un tour de circuit supplémentaire pour sa demande.

Ce système de filtration des appels téléphoniques des assurés par une plate-forme téléphonique a été mis en place pour absorber le plus d'appels possible dans le délai le plus court possible, mais aussi avec le moins possible de techniciens. Du coup, l'utilisateur a peut-être moins à attendre pour que la Carsat décroche son téléphone, mais il lui faudra tout de même s'armer de patience pour avoir la réponse à son problème. Ce qui n'est satisfaisant ni pour lui, ni pour les employés.

Correspondant LO



## • Renault Douai

### L'usine a de l'avenir, paraît-il, mais pas les emplois !

Le 22 juillet, c'était le dernier jour de travail avant les congés à Renault Douai. Il y a eu de nombreux débrayages, très suivis. C'était une façon pour les travailleurs de montrer leur mécontentement.

En effet, en février 2011, Renault annonçait que Douai produirait des modèles supplémentaires à partir de 2014. Et les grands prévisionnistes de Renault, qui sont incapables de prévoir la production à une semaine, nous parlaient d'une production de 300 000 véhicules en 2014, au lieu de 170 000 actuellement !

Mais en matière d'emploi aucun engagement, au contraire. Renault a parlé de prendre des jeunes en alternance en 2014. Une bonne affaire en perspective pour le patron, car il ne s'agit pas de vraies embauches. De plus, Renault touchera des subventions publiques, une bonne partie des salaires ne sera pas à sa charge et l'entreprise sera exonérée de charges sociales, pour la remercier sans doute d'enseigner l'exploitation aux jeunes.

Aujourd'hui, il y a 5 300 salariés dans l'usine et il y en aurait 600 de trop selon le directeur, car la production est passée sur une seule chaîne au lieu de deux. Renault a lancé un plan de départs volontaires destiné aux plus anciens. Les plus de 58 ans de l'usine aimeraient partir, et on les comprend car ils sont usés par des années de production à la chaîne. Malgré cela, les volontaires ne sont pas si nombreux. Beaucoup ne se voient pas vivre avec seulement 75% du salaire, comme le prévoit le plan patronal.

L'autre proposition du patron, c'est la mutation vers

d'autres usines du groupe. Mais ce n'est pas non plus facile quand la famille vit près de Douai et qu'il faut partir à des dizaines ou même des centaines de kilomètres. Les conditions financières, là encore, ne sont pas à la hauteur.

Alors, puisque les volontaires ne sont pas assez nombreux, la direction multiplie les pressions. Des chantiers Kaizen ont lieu en permanence. Il s'agit de pseudo-groupes de travail initiés par la direction, qui sont censés faire discuter les travailleurs sur l'organisation du travail et qui débouchent invariablement sur des suppressions de postes. Et quand un ouvrier est privé de son poste, il rentre dans une situation d'incertitude permanente. Certains se voient demander de chercher eux-mêmes un autre poste et un chef qui veut bien les prendre. D'autres se voient baladés ici ou là, renvoyés sans cesse d'un poste à l'autre.

Dans un secteur de cent travailleurs, le BDM (Bout de montage), la direction a annoncé juste avant les congés qu'à la reprise, le 22 août, ils ne seraient plus que cinquante. Elle n'a pas expliqué qui partait, qui restait, ni où iraient les cinquante mutés. Il fallait attendre la reprise pour le savoir... Les travailleurs ont répliqué en se réunissant et en se promettant mutuellement de ne pas prendre le travail à la rentrée avant d'avoir des réponses satisfaisantes pour chacun.

Renault veut la même production, mais avec moins de travailleurs. Au moment de la reprise, ce sera une question de rapport de forces entre le patron et les ouvriers.

Correspondant LO

## • La Ronde des fraîcheurs (Intermarché) – Agen

### Grève pour les salaires

Au 15 août, la quasi-totalité des 92 ouvriers embauchés de la Ronde des fraîcheurs, fabrique de pâtisseries fraîches qui fournit l'ensemble des magasins Intermarché de France, en étaient à leur cinquième jour de grève.

Les ouvrières et les ouvriers n'acceptent plus les régimes horaires imposés par le patron : 10 h 40 payées 10 heures sur cinq jours sans heures supplémentaires payées, les horaires décalés (19 h – 3 h, 16 h – 24 h), cela sept jours sur sept et même les jours fériés. Ils réclament également 10 % d'augmentation sur le taux horaire (actuellement 9,29 euros) et une prime mensuelle de pénibilité (froid) de 55 euros brut. De plus, une modification des horaires de nuit a fait perdre jusqu'à 250 euros à certains salariés.

Dans cette entreprise, la direction pensait que rien ne bougerait, allant jusqu'à dire que les salariés ne pouvaient pas se passer de leur salaire,



spéculant en plus sur le fait que 65 % du personnel est constitué de femmes travaillant la nuit, la plupart du temps élevant seules leurs enfants. Eh bien, le groupe ITM (Intermarché) qui a créé cette entreprise doit se passer de ses pâtisseries fraîches, incapables que sont les cadres et la direction de sortir la moindre tarte à la fraise ou le plus petit éclair au chocolat !

Soutenus par la CGT du département qui organise des délégations d'autres salariés pour leur rendre visite, les grévistes ont le moral et ont même installé un compteur de jours de grève à... trois chiffres, soulignant ainsi leur détermination à continuer un mouvement pour lequel ils votent tous les jours.

Correspondant LO

# Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

**Jusqu'à la fin du mois d'août, les caravanes de Lutte ouvrière font étape dans différentes villes du pays, dont nous donnons la liste ci-dessous.**

Le monde connaît une nouvelle crise financière, causée par la spéculation effrénée des « investisseurs », c'est-à-dire l'ensemble de la classe capitaliste qui, au lieu d'investir dans la production, préfère jouer au bonneteau de la Bourse, déplaçant ses capitaux d'un État peu fiable vers

un autre, dans le but de gagner encore plus d'argent. Et le seul moyen que trouvent les dirigeants de ces États pour redonner confiance aux spéculateurs est d'imposer des plans d'austérité à leur population.

Le gouvernement français en prépare un pour la fin du mois. Il a déjà annoncé qu'il allait faire encore plus d'économies sur le budget de l'État, c'est-à-dire en s'attaquant encore plus aux services publics utiles à la population, et augmenter les rentrées



financières. Si le détail n'est pas encore donné, nul doute qu'il n'écornera pas les bénéfices de la classe capitaliste qu'il soutient mais s'en prendra encore plus au niveau de vie de la population travailleuse.

Comment la classe ouvrière pourrait empêcher de nuire tous ces parasites et le gouvernement à leur service? Quel programme les travailleurs devront-ils mettre en avant pour ne plus faire les frais d'une

crise dont ils ne sont pas responsables, et qu'ils paient par le chômage et les bas revenus? C'est de tout cela que les militants de Lutte Ouvrière souhaitent discuter avec vous.

## AQUITAINE

**Judi 18 août:** Bergerac et Lalinde (Dordogne)

**Vendredi 19 août:** Libourne (Gironde)

**Samedi 20 août:** Brive (Corrèze)

## LORRAINE

**Judi 18 août:** Nancy (Moselle)

**Vendredi 19 août:** Saint-Avold et Forbach (Moselle)

**Samedi 20 août:** Sarreguemines (Moselle)

## PAS-DE-CALAIS

**Judi 18 août:** Cambrai (Nord)

**Vendredi 19 août:** Amiens (Somme)

**Samedi 20 août:** Arras (Pas-de-Calais)

## POITOU - CHARENTES

**Judi 18 août:** Poitiers (Vienne)

**Vendredi 19 août:** Châtelleraut (Vienne)

**Samedi 20 août:** Blois (Loir-et-Cher)

## CHAMPAGNE

**Judi 18 août:** Vitry-le-François (Marne)

**Vendredi 19 août:** Chaumont (Haute-Marne)

**Samedi 20 août:** Saint-Dizier (Haute-Marne)

## PYRÉNÉES

**Lundi 22 août:** Anglet et Biarritz (Pyrénées-Atlantiques)

**Mardi 23 août:** Bayonne (Landes)

**Mercredi 24 août:** Dax (Pyrénées-Atlantiques)

**Judi 25 août:** Tarbes (Hautes-Pyrénées)

**Vendredi 26 août:** Pau (Pyrénées-Atlantiques)

**Samedi 27 août:** Pau (Pyrénées-Atlantiques)

## TARN - LANGUEDOC

**Lundi 22 août:** Albi (Tarn)

**Mardi 23 août:** Castres (Tarn)

**Mercredi 24 août:** Montauban (Tarn-et-Garonne)

**Judi 25 août:** Narbonne (Aude)

**Vendredi 26 août:** Perpignan (Pyrénées-Orientales)

**Samedi 27 août:** Carcassonne (Aude)

## FINISTÈRE - MORBIHAN

**Lundi 22 août:** Brest (Finistère)

**Mardi 23 août:** Quimper (Finistère)

**Mercredi 24 août:** Concarneau (Finistère)

**Judi 25 août:** Vannes (Morbihan)

**Vendredi 26 août:** Lanester (Morbihan)

**Samedi 27 août:** Lorient (Morbihan)

## SAVOIE - AIN

**Lundi 22 août:** Chambéry (Savoie)

**Mardi 23 août:** Annecy (Haute-Savoie)

**Mercredi 24 août:** Albertville (Savoie)

**Judi 25 août:** Oyonnax (Ain)

**Vendredi 26 août:** Villefranche-sur-Saône (Rhône)

**Samedi 27 août:** Bourg-en-Bresse (Ain)

## CHARENTES - PAYS-DE-LOIRE

**Lundi 22 août:** La Rochelle (Charente-Maritime)

**Mardi 23 août:** Niort (Deux-Sèvres)

**Mercredi 24 août:** La Roche-sur-Yon (Vendée)

**Judi 25 août:** Nantes (Loire-Atlantique)

**Vendredi 26 août:** Rézé et Saint-Herblin (Loire-Atlantique)

**Samedi 27 août:** Cholet (Maine-et-Loire)

## PROVENCE

**Lundi 29 août:** Avignon (Vaucluse)

**Mardi 30 août:** Nîmes (Gard)

**Mercredi 31 août:** Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône)

**Judi 1<sup>er</sup> septembre:** Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)

**Vendredi 2 septembre:** Vitrolles (Bouches-du-Rhône)

**Samedi 3 septembre:** Arles (Bouches-du-Rhône)

**Le chômage est un cancer qui ronge la société**

**Pour y mettre fin il faut partager le travail entre tous sans diminution des salaires**



## • Non aux heures supplémentaires

# Partage du travail entre tous !

**En juin, le nombre officiel de chômeurs a augmenté de 33 600 personnes. Ce qui porte à 4,7 millions le nombre de travailleurs, inscrits à Pôle emploi, à la recherche d'un emploi à temps complet et surtout du revenu qui en découle.**

Au même moment, un rapport parlementaire vient d'établir un bilan d'application de la loi 2007 de Sarkozy: « Travailler plus pour gagner plus ». Cette loi subventionne pour 4,5 milliards d'euros d'argent public par an le recours aux heures supplémentaires. Une absurdité sociale qui n'a pas

empêché Valérie Pécresse, porte-parole du gouvernement et ministre du Budget, de traiter carrément « d'imposture » ceux qui, comme Martine Aubry, proposent de stopper ces subventions!

Il faut dire que, en quatre années, les 20 milliards distribués ont essentiellement

profité au patronat, pas étonnant que Pécresse ne trouve pas cette loi absurde.

Le bilan établi par une commission de l'Assemblée nationale révèle que la défiscalisation des heures supplémentaires et leur exonération de cotisations sociales au-delà des 35 heures n'a rapporté qu'environ 42 euros par mois aux salariés concernés. Et le rapport relève que, si le temps de travail n'a pas augmenté (39 heures hebdomadaires en moyenne), par contre les

heures supplémentaires sont maintenant systématiquement déclarées par les employeurs afin de bénéficier des subventions, au lieu comme souvent dans le passé de les payer au noir ou sous forme de primes.

Au titre de cette loi, les exonérations de cotisations patronales s'élèvent à 1,3 milliard par an. Ainsi ces heures sont maintenant en partie payées par l'État à la place des employeurs. De plus, cela évite aux employeurs de recourir à des embauches et au travail

intérimaire pour les surcharges momentanées d'activité.

Cette loi subventionnant les patrons doit être abrogée. Ces heures supplémentaires subventionnées représentent mécaniquement, selon les syndicats, l'équivalent de 470 000 postes de travail à plein temps.

« Gagner plus », oui. Mais en imposant au patronat d'augmenter tous les salaires et en partageant le travail entre tous.

**Louis BASTILLE**